

NMO/339/PS 10/46

8.4.88

Après l'assassinat de Dulcie September

Feu vert pour les "Z squads"

Au lieu de procéder aux réformes que réclament les libéraux, Pretoria a choisi l'escalade de la répression

On les appelle les « Zsquads », les escadrons Z. Leurs membres comptent parmi les tueurs les plus redoutables du monde. Leurs commanditaires : le National Intelligence Service, l'ex-Bureau of State Security de Pretoria, autrement dit les services secrets sud-africains. C'est maintenant une quasi-certitude : ce sont bien ces Z squads qui ont assassiné, en plein Paris, Dulcie September, représentante de l'African National Congress.

A l'origine de cette conviction, plusieurs indices. Cela faisait plusieurs semaines que la DST et la DGSE avaient repéré la présence d'agents sud-africains sur le sol français. Sur-



Paris, Dulcie September, représentante de l'African National Congress.

A l'origine de cette conviction, plusieurs indices. Cela faisait plusieurs semaines que la DST et la DGSE avaient repéré la présence d'agents sud-africains sur le sol français. Tout, un attentat et une tentative d'attentat avaient eu lieu les jours précédents en Belgique. Le 4 février, Godfrey Motsape, représentant de l'ANC à Bruxelles, échappait miraculeusement à deux coups de feu tirés par un inconnu. Le 27 mars, à Bruxelles toujours, une bombe était découverte devant le siège de l'organisation anti-apartheid. A cause de ces événements, Dulcie September se sentait menacée. Elle l'avait fait savoir. Personne apparemment n'a voulu en tenir compte.

Jusqu'ici les tueurs de Pretoria évitaient de frapper en Europe. Ils n'agissaient que dans les pays limitrophes de l'Afrique du Sud. C'est ce pacte qui vient d'être rompu avec le meurtre de Dulcie September. Pourquoi ? On peut avancer deux explications. La première, c'est que les services secrets sud-africains, liés à l'extrême-droite, jouissent d'une grande autonomie et sont totalement incontrôlables, comme beaucoup d'autres services du même genre dans le monde. Il est possible que Pieter W. Botha ait appris le meurtre de Dulcie September par les médias. La seconde explication, c'est que la droite conservatrice gagne des points à toutes les élections partielles et que Pieter Botha court derrière. Quitte à accepter le pire... Depuis les émeutes de 1985 et 1986 dans les townships, les Afrikaners, ces descendants de Hollandais et huguenots, ont peur. Et, au lieu de procéder aux réformes que réclament les libéraux anglophones, ils ont fait le *laager*. Le *laager*, cela consistait autrefois à mettre les chariots en cercle et à tirer sur tout ce qui passait à portée de fusil. Une politique folle, suicidaire, mais ren-



Dulcie September en 1986

table à court terme. En apparence, le calme est revenu dans les townships et les Noirs se sont, depuis, surtout battus entre eux. Partisans de Nelson Mandela d'un côté et partisans du chef zoulou Buthelezi de l'autre : en un an, ces affrontements ont fait plus de 400 morts.

Fuite en avant, spirale de la répression, menace grandissante de la droite et de l'extrême-droite néofasciste sud-africaines : le 24 février dernier, le président sud-africain, qui autrefois avait voulu être l'homme des réformes, annonçait que 17 organisations anti-apartheid seraient désormais réduites au silence. Pas dissoutes, mais interdites de parole, ce qui revient au même. Parmi elles, l'UDF (United Democratic Front), qui regroupe 600 organisations et compte trois millions de membres. Et aussi l'Association civique de Soweto, dirigée par le Dr Natho Motlana, principale figure du plus grand township d'Afrique du Sud. Impossible désormais de parler de l'UDF ou du comité de soutien aux parents de détenus, sous peine de prison. Tant pis pour les centaines d'enfants qui croupissent dans les geôles de Pretoria ou de Johannesburg.

Lutte armée ? Lutte non violente ? Le débat pour tous ceux qui luttent contre l'apartheid en Afrique du Sud est loin d'être clos. Mais les mesures du 24 février, le bannissement des grandes figures de l'UDF, la suspension de l'hebdomadaire catholique « New Nation » ont pour l'instant sonné le glas de bien des espérances : « Si on laisse les choses suivre leur cours, l'incitation délibérée à la violence trans-

formera notre pays en une terre dévastée semblable au Liban », déclarait début mars Desmond Tutu. Le 29 février, le prix Nobel de la paix manifestait devant le parlement du Cap : il était arrêté. Presque au même moment, Eugene Terre-Blanche, dirigeant néo-nazi du Mouvement de Résistance afrikaner (AWB), tenait un meeting devant 5 000 personnes à Pretoria au milieu d'une forêt de drapeaux dont l'emblème ressemble étrangement à la svastika : il n'était pas inquiété.

Engrenage : alors que le parlement sud-africain s'apprête à discuter d'une loi qui interdira à toute institution étrangère, y compris la CEE, d'aider les organisations anti-apartheid, le 16 mars, une bombe fait trois morts et une vingtaine de blessés à Krügersdorp. L'engin a vraisemblablement été déposé par l'ANC. Le lendemain, par miracle, les six de Sharpeville condamnés à mort pour avoir participé au lynchage du maire adjoint de la ville sont épargnés. Mais d'autres n'ont pas cette chance. Michael Lucas, un jeune militant de l'UDF, est pendu le 25 mars à l'aube à la prison centrale de Pretoria. Le 28 mars, un commando sud-africain franchit la frontière du Botswana et pénètre dans les faubourgs de Gaborone : quatre personnes dont deux femmes sont assassinées. Ce raid n'est ni le premier ni le dernier. Lors d'un raid précédent en 1986, à Harare, au Zimbabwe, les tueurs sud-africains avaient prévenu leurs victimes : « C'est notre droit de rechercher et de détruire les gangsters de l'ANC où qu'ils soient. »

PIERRE BLANCHET ●

8-14 AVRIL 1988/53

NOUVEL OBSERVATEUR

à l'assaut